

**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**



LA CRISE DU GOLFE OU AUTOPSIE D'UNE CRISE

**Mémoire de géopolitique
du LIEUTENANT COLONEL EL OUAER CHEDLY**

dans le cadre du séminaire « Penser les crises »

Directeur : Professeur Jean – Paul JOUBERT

Juin 2002

LA CRISE DU GOLFE OU AUTOPSIE D'UNE CRISE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE :

LES ORIGINES DE LA CRISE

DEUXIÈME PARTIE

LA CRISE EN TANT QUE CONCEPT

TROISIÈME PARTIE

ROLE DES PUISSANCES ETRANGERES DANS LE DEROULEMENT DE LA CRISE

INTRODUCTION

La crise du golfe présente sous plusieurs aspects une réelle singularité au regard des habituelles crises internationales :

- Elle survient dans un contexte international déséquilibré marquée par l'absence du soutien traditionnel de l'ex URSS envers certains pays arabes notamment pour l'Irak.
- C'est aussi le premier conflit Nord –sud d'une ampleur mondiale.

Cette singularité objet de ce mémoire se perçoit aussi au niveau de la définition de cette crise, que l'étude analytique nous impose nécessairement. C'est une crise hors format et atypique par rapport à la définition avancée par ¹Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld.

Douze ans après la guerre du golfe, événement marquant l'escalade, la crise perdure encore et semble même s'être enlisée, car aucun des principaux acteurs n'a acquis les résultats ou réalisé ses objectifs finaux escomptés ce que ²Jean- Luis Dufour appellera :la dernière phase de la crise <l'impact ou le résultat>. Les manœuvres américaines après les événements du 11 septembre 2001 semblent indiquer une reprise inévitable et une escalade (la troisième), dans un but bien précis qui est celui de mettre fin au règne de Saddam Hussein sur l'Irak. Cette situation particulière de non-guerre et de non-paix est un autre aspect de la singularité de cette crise.

Au-delà des événements tragiques qui ont marqué l'histoire récente de l'Irak et du Koweït et bien qu'aujourd'hui même toute la vérité sur les circonstances réelles de cette crise, ne sont pas toutes dévoilées, il est opportun après cette période d'accalmie relative de mener une étude analytique de cette crise afin de comprendre la logique de son déroulement et le cheminement intellectuel et décisionnel qui a conduit Saddam Hussein à la fatale décision d'envahir le Koweït le 2 août 1990.

Enfin il est indéniable que le rôle des acteurs régionaux ainsi que celui des grandes puissances fut décisif dans le déroulement de la crise et que cette

¹ Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld dans leur ouvrage *A STUDY OF CRISIS*.

² Les Crises Internationales De Pékin (1900) au Kosovo (1999), Editions Complexe, Paris, 1996, 2000 et 2001, ISBN 2-87027-886-1.

influence à été perçue par Saddam Hussein tantôt comme un encouragement à sa politique envers le Koweït et tantôt comme un frein.

Notre étude se limitera à la première phase de la crise du golfe qui culminait le 2 août 1990 par l'invasion du Koweït. A cette fin nous analyserons dans une première partie les événements historiques saillants de cette crise ce qui nous permettra de suivre le cheminement décisionnel des antagonistes à travers leur perception de la menace. La deuxième partie sera consacrée à l'étude typologie de cette crise et son caractère atypique par rapport à la définition de référence de Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld. Nous aborderons dans la troisième partie le rôle des différents acteurs régionaux, et celui des grandes puissances dans le déroulement de la crise.

PREMIERE PARTIE

LES ORIGINES DE LA CRISE

Ce rappel des origines de la crise Ainsi que du paysage géopolitique de l'Irak est nécessaire pour comprendre le chemin embusqué qui mena l'Irak et le Koweït vers une crise qui semblait inéluctable et dont les répercussions perdurent encore douze ans après. Aussi il est intéressant de savoir si pour les deux antagonistes se présentaient d'autres options que celles choisies, surtout pour le Koweït victime du déterminisme irakien.

1. Rappel historique :

11) L'Irak: un passé perturbé

L'Irak actuel a toujours été profondément marqué par une grande violence politique. Cette violence politique est à la fois le fruit et la source de l'instabilité politique du pays. De 1932 à 1958 l'instabilité provenait, pour l'essentiel, des milieux militaires. Ceux-ci, emmenés par des officiers nationalistes, ne cessaient de comploter et lutter contre la présence britannique. La Révolution de 1958, dans une grande violence, amena au pouvoir le général Kassem. Le nouveau régime progressiste fut soutenu initialement par une coalition de baasistes, de nassériens, de communistes et de kurdes. Cette coalition ne tarda pas à voler en éclats et l'Irak devint alors, pendant dix ans, une véritable « usine à coups d'états »³. Kassem fut d'abord renversé, en 1963, par une coalition de nassériens et de baasistes. Puis, de 1963 à 1968, le parti Baas fut progressivement éliminé par les frères Aref, dans des soubresauts sanglants. Enfin, à partir de 1968, le Baas parvient à écarter tous ses concurrents et ses rivaux idéologiques. Le général Bakr, cousin de Saddam Hussein, installe alors au pouvoir le parti unique qui depuis gouverne l'Irak.

Il faut rappeler que le Moyen-Orient était autrefois la scène d'affrontement de trois grande civilisations « impérialistes » : la Mésopotamie (actuel Irak), l'Egypte et la Perse. Les dirigeants de l'Irak moderne, de Nouri-al-Saïd à Saddam Hussein, n'ont jamais caché leur amertume face aux sorts que les découpages coloniaux avaient infligé à leur pays et surtout concernant le

³ Rossi P., *L'Irak des révoltes*, Le Seuil.

découpage de la partie qui est devenue ce qu'on appelle aujourd'hui le Koweït. En outre, il est indéniable que l'Irak qui, dans cette région, a le plus agi pour disposer d'un plus large espace et se projeter chez ses voisins voire même au-delà.

12) Le paysage géopolitique

A la fin de la guerre Irano irakienne en août 1988, l'Irak vainqueur terminait la guerre à la fois puissant et exsangue. Son appareil militaire était impressionnant, sans égal dans la région : 55 divisions, contre 10 en 1980, mais le désastre financier était tout aussi démesuré. Au début de la guerre, l'Irak détenait 30 milliards de dollars de réserve, huit ans après l'endettement du pays atteignait les 100 milliards de dollars. Saddam Hussein ne manquait jamais de confier à tous ses hôtes étrangers, qu'il avait été le véritable bouclier protégeant les frères arabes de la menace perse et qu'il attendait des plus riches d'entre eux (l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et le Kuwait) qu'ils l'aident à rembourser toutes ses dettes.

⁴Pierre Salinger et Eric Laurent citent qu'un rapport confidentiel sur l'état de l'économie irakienne, qui venait d'être rédigé par un des banquiers les plus influents du Moyen-Orient, mettait à la connaissance des principales capitales arabes avec pessimisme la situation financière de l'Irak après sa guerre contre l'Iran, et que cette situation catastrophique risque de perdurer dans l'avenir de ce pays. Mêlant dans son analyse les formules imagées et la rigueur des faits, tout en insistant sur le fait que l'énorme dette accumulée allait conduire à une politique téméraire, dangereuse, d'emprunts à des taux effectifs excédant 30% l'an. Le dernier paragraphe de son rapport était le plus intéressant : « Saddam Hussein est maintenant tout à fait au courant de sa situation financière. Quelles sont les options qui s'offrent à lui en Irak même ? Elles sont peu nombreuses. Mais il y a toujours le Koweït, situé à quelques kilomètres de son armée oisive, massée sur le Chatt al Arab ».

⁴ *Guerre du Golfe* de Pierre Salinger et Eric Laurent p17

Le 17 juillet 1990, marquait le sommet d'une tension qui montait depuis des semaines entre Bagdad et ses voisins du Golfe. Saddam Hussein accuse " certains " dirigeants du Golfe de nuire à l'Irak, en faisant baisser le prix de brut. Le lendemain, élargissant ses griefs dans un message à la Ligue arabe, il ajoute que le Koweït " vole " depuis 1980 le pétrole irakien en pompant dans la nappe de Roumaylah, et lui réclame en conséquence le remboursement de 2,4 milliards de dollars. Le 27, l'OPEP porte le prix de référence du baril à 21 dollars et plafonne sa production pour rendre ce cours effectif ; et le 31, à Djedda, les Koweïtiens proposent de prêter 9 milliards de dollars à l'Irak, les Saoudiens ajoutant 1 milliard pour arriver aux 10 milliards exigés par Bagdad. Gestes inutiles le nombre de soldats irakiens massés aux frontières de l'émirat est passé de 30 000 le 23 juillet à 100 000 le 31. L'invasion du Koweït s'inscrit au-delà de l'escalade de juillet 1990 dans la stratégie même du régime baasiste, confronté à la faillite consécutive à sa guerre contre l'Iran. Le pays sort en effet littéralement épuisé de ces huit années de conflit. De minimes " prises de guerre " -quelques centaines de kilomètres carrés occupés et quelques dizaines de milliers de prisonniers - lui ont coûté des centaines de milliers de vies, des destructions estimées à 70 milliards de dollars, sans oublier la dette extérieure record. D'où, face à un mécontentement populaire grandissant, le coup de poker koweïtien de Saddam Hussein. Le leader irakien poursuivait en fait trois objectifs :

- **financier** : il s'agit de réaliser une sorte de hold-up sur la " banque du Moyen-Orient " que représente le Koweït, avec ses 122 milliards de capitaux investis en Occident et qui lui ont rapporté en 1989 : 9 milliards de dollars d'intérêts - plus que les revenus du pétrole;
- **pétrolier** : ajouter les richesses koweïtiennes aux siennes, c'est, pour l'Irak, se placer à la tête de 19 % des réserves mondiales, donc en position -outre les copieux bénéfices à encaisser de peser avec force sur la politique de l'OPEP.
- **stratégique** : par-delà la conjoncture, on retrouve la vieille revendication d'un plus large accès au Golfe, avec notamment les îles de Warba et de Boubiane dont le contrôle permettrait à l'Irak de créer un véritable port de mer et d'exploiter le Chatt al Bassora, alternative au Chatt al Arab rendu inutilisable par les combats avec l'Iran.

Voilà peut-être ce qu'a en tête April Glaspie, l'ambassadeur américain à Bagdad, lorsque, plus tard, elle déclare au New York Times : " Je ne pensais pas, et personne ne pensait, que les Irakiens prendraient TOUT le Koweït. "

Ces trois objectifs, le numéro un irakien les inscrit évidemment dans l'ambition plus vaste qu'on lui connaît de longue date : conquérir le leadership sur un monde arabe divisé,

face à une Égypte qu'il juge discréditée par la paix signée avec Israël et au frère ennemi syrien qu'il estime embourbé au Liban.

Mais au-delà de ces objectifs explicites, on constate sur un autre fond de toile un fort sentiment contestataire partageaient par tous les leaders irakiens mettant en cause l'existence même de l'Etat koweïtien, comme il sera démontré à travers l'étude des racines et causes de la crise.

13) Les racines de la crise.

Dés le 9 août 1988, au lendemain même du cessez le feu de la guerre irano-irakienne, le Koweït prit la décision d'augmenter sa production pétrolière en violation des accords signés au sein de l'OPEP, notamment en extrayant davantage des puits de Roumayah situés dans une zone frontalière revendiquée depuis toujours par l'Irak et qui faisait l'objet d'âpres controverses diplomatiques.

L'initiative koweïtienne fut ressentie par Saddam Hussein comme une provocation et une trahison. Elle aggravait la surproduction régnant sur le marché pétrolier et accentuait la baisse des cours. Avec cette mesure, les revenus de Bagdad, qui dépendaient à 90% du pétrole, chutaient à 7 milliards de dollars par an, tandis que le service de sa dette se montait à 7 milliards de dollars. C'était une véritable asphyxie.

L'invasion du Koweït n'augure pas la crise du Golfe, mais apparaît plutôt comme l'aboutissement d'une crise de tensions originales s'inscrivant dans l'histoire. C'est en réalité tout un faisceau de facteurs convergents qui a créé entre l'Irak et le Koweït la tension extrême qui a abouti à l'invasion du second, puis à son annexion.

La contestation pour ainsi dire ontologique de l'existence même du Koweït par l'Irak, constitue la toile de fond du contentieux entre les deux pays. Rappelons que le Koweït, après avoir été un protectorat britannique est devenu autonome en 1913, et indépendant en 1961, et que l'Irak, après avoir été un mandat britannique après la première guerre mondiale et l'éclatement de l'empire ottoman, était devenu indépendant et était entré à la SDN en 1932. Il faut rappeler que déjà en juin 1961,⁵ dans une conférence de presse, le général Kassem déclare que le Koweït est « partie intégrante de l'Irak » et que le traité anglo-koweïtien est nul et non avenue. Certes, en 1963, l'Irak

⁵ Guerre du Golfe-le dossier d'une crise internationale 1990-1992- collection retour des textes : p31

avait reconnu l'indépendance du Koweït, tout en continuant à contester la délimitation des frontières entre les deux Etats en tant qu'elle résultait de l'arbitraire des autorités coloniales britanniques qui, en n'accordant à l'Irak que 19km de façade maritime, s'assuraient que cet Etat ne deviendrait pas une puissance maritime : les négociations sur les frontières n'ont cessé depuis lors, émaillées par des incidents frontaliers en 1973.

Mais d'autres éléments plus précis et plus immédiats ont exacerbé les oppositions entre les deux états : il y a avait tout d'abord le problème des îles Warbah et Boubiyane, lesquelles commandent l'accès au Chatt al Arab et représentent de ce fait, pour l'Irak, des bases stratégiques importantes. Cet Etat estimait avoir besoin de ces îles pour élargir sa façade maritime, et créer un port en eau profonde. Des discussions s'étaient engagées entre les deux pays au début de l'année 1990 sur cette question, comme sur celle de la délimitation des frontières, mais le Koweït exigeait une nouvelle ratification par l'Irak du document de 1963 qui reconnaissait l'indépendance du Koweït. Fin janvier 1990, le président Saddam Hussein s'était même déclaré prêt à louer les deux îles, s'il ne pouvait obtenir la cession et des négociations furent engagées. Mais elles s'arrêtèrent en avril de la même année, après le refus irakien de ratifier le document de 1963.

L'insistance du Koweït à obtenir un remboursement rapide et intégral des sommes ainsi prêtées à l'Irak environ 15 milliards de dollars dans sa lutte contre l'intégrisme iranien, qui contraste avec la position adoptée par l'Arabie Saoudite qui a effacé la dette que lui devait l'Irak, à laquelle s'ajoutait son refus d'indemniser l'Irak pour le pétrole pompé par le Koweït dans le gisement de Roumaylah sud, à cheval sur la frontière des deux pays, n'a pas été un des moindres éléments dans le déclenchement de la crise.

Bien entendu, tous ces éléments ne peuvent légitimer l'annexion, mais éclairent sur la nature profonde des raisons qui ont motivé la décision de Saddam Hussein. On ne pouvait imaginer deux pays plus dissemblables que l'Irak et l'émirat du Koweït : dans le premier, tous les pouvoirs étaient concentrés en un homme, tenant le pays d'une main de fer. L'Irak était un pays austère de dix huit millions d'habitants, marqué par les privations, l'émirat était une minuscule enclave de richesse et d'abondance où les milles membres de la famille régnante, les Al Sabah, se répartissaient les postes, l'influence et les profits, tels les membres d'un conseil d'administration. Les investissements koweïtiens à l'étranger dépassaient la somme extraordinaire de 100 milliards de dollars

et rapportaient chaque année à l'émirat plus de 6 milliards de dollars, soit d'avantage que les revenus du pétrole.

Dans ce contexte de crise certaines intentions du président irakien sont aisés à saisir, et d'autres semblent difficiles à discerner car inhérente à sa personnalité même et à l'histoire récente de l'Irak. D'ou l'intérêt de procéder à l'étude conceptuelle et analytique de cette crise ainsi que l'étude de la démarche intellectuelle et décisionnelle suivie par Saddam Hussein et qui l'a amené à envahir le Koweït. C'est en sorte à travers l'étude analytique de cette crise, essayer de voir si le comportement de Saddam était rationnel ou non, et c'est l'objet de la deuxième partie.

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE EN TANT QUE CONCEPT

La tentation d'appréhender la crise du golfe d'une manière analytique et méthodique en s'appuyant sur les études de chercheurs en géopolitique semble être à priori une rude tâche et un défi dont le résultat n'est point garanti. En effet les définitions données au concept crise soit par Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld ou par Charles Hermann⁶ ne peuvent s'appliquer à moins de dénaturer ou d'omettre (volontairement ou pas) certaines caractéristiques fondamentales s'inscrivant dans la réalité géopolitique et la logique spécifique de la région du golfe en particulier et du monde arabe en général. Ce ci est du :

- ◆ D'une part à la nature même des sciences sociales qui au contraire des sciences exactes, et quelque soit la rigueur de leur démarche ne peuvent être généraliser à tous les cas de façon systématique sans risques d'amalgame et d'incompréhension;
- ◆ Et d'autre part appliquer une approche analytique occidentale de la crise ayant fait ses preuves et acquis ses lettres de noblesse durant la guerre froide au monde arabo-musulman, même si des similitudes de cas d'études peuvent exister, me paraît une aberration si on ne tient pas compte des spécificités historiques, culturelles et géopolitique des décideurs de la région et en l'occurrence dans notre cas celui du leader irakien.

20) La définition de Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld

Becher et Wilkenfeld dans leur ouvrage « ⁷A study of crisis », définissent le concept de crise comme étant une situation anormale et grave découlant essentiellement de la perception d'un Etat ou de ses décideurs d'une menace quelconque lorsqu'il y a rupture d'un certain équilibre mettant en œuvre trois facteurs fondamentaux et dont l'avènement ensemble concoure à conforter cette perception singulière de crise à savoir :

- ◆ Les évènements survenus ou pressentis venir constituent pour le décideur **une menace directe à un ou plusieurs de ses intérêts vitaux**. C'est là le premier événement

⁶ Tel Que citée par Jean-Louis Dufour dans son livre les Crises Internationales De Pékin (1900) au Kosovo (1999), Editions Complexe, Paris, 1996, 2000 et 2001, ISBN 2-87027-886-1.P18

⁷ Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld dans leur ouvrage *A STUDY OF CRISIS*. P3

déclencheur de l'état de crise car il est perçu par les décideurs d'un Etat donné comme un événement annonciateur d'un changement crucial d'une situation initiale jugée réconfortante et normale

- ◆ Ces événements par leur soudaineté réduisent pour les décideurs **le temps de réponse nécessaire à transformer les décisions prises pour y faire face en action**. C'est l'imprévu et sa soudaineté qui seront perçus par les décideurs comme un phénomène amplificateur de la crise.
- ◆ La crise est perçue avec une grande probabilité de dégénérer **en un conflit armé**. Dans ce cas le décideur ne perçoit pas d'issue pacifique à la crise et que le conflit est inévitable en raison de l'importance de l'objet du litige ou parce que les points de vue sont tellement opposés que toute médiation semble déjà condamnée à l'échec.

Pour Brecher et Wilkenfeld c'est la combinaison effective de ses trois facteurs qui va influencer et orienter les choix du décideur à prendre telle décision et non une autre, ceci n'est pas le cas quand un des facteurs cités ci-dessus est absent.

En effet l'absence d'un des éléments constitutifs de la crise peut donner une autre orientation dans la perception de la crise et par conséquent prendre une autre tournure avec des résultats aussi différents en comparaison à une situation combinant tous les facteurs ensemble.

Tout est affaire de perception, ce qui donne à cette démarche conceptuelle de la crise un caractère de subjectivité qui ne peut que renforcer davantage la mise en garde lors d'une application qui se veut plutôt généralisée.

De même il est remarquable de constater une certaine similitude des différentes approches de conceptualisation de la crise entre les chercheurs, cette similitude se perçoit dans la définition de la crise :

⁸Charles Herman définit la crise comme étant une situation qui :

- ◆ Menace des objectifs hautement prioritaires de l'unité décisionnaire ;
- ◆ Réduit le temps de réponse disponible avant que la décision ne se transforme en action ;
- ◆ Surprend les membres de l'unité décisionnaire par son occurrence ;

⁸ Tel Que citée par Jean-Louis Dufour dans son livre les Crises Internationales De Pékin (1900) au Kosovo (1999), Editions Complexe, Paris, 1996, 2000 et 2001, ISBN 2-87027-886-1.P18

Pour ⁹Philippe Moreau-Defarges, la crise se définit « comme un moment de tension mettant en jeu brutalement les intérêts fondamentaux de deux ou plusieurs Etats, à l'initiative de l'un ou de certains d'entre eux, puis donnant lieu après l'épreuve de force à un relâchement de la tension, et à une forme d'accord, apparent ou réel, entre les partenaires adversaires ».

Si toutes ces définitions évoquent le phénomène d'un changement brutal menaçant des intérêts vitaux ou prétendant changer la stabilité d'une situation estimée avant équilibrée, elles ne partagent pas toutes l'idée que la crise soit nécessairement porteuse d'une escalade dégénérant en un conflit armé, une perception intense d'une guerre au bout du tunnel. Car certains décideurs au cours d'une situation de crise peuvent estimer, bien que leur perception de l'avènement de la crise est inéluctable, qu'il est préférable d'éviter l'escalade et le conflit car ils ont la certitude que les pertes seront plus importantes que les gains. Cette situation qui déroge à la définition de Becher et Wilkenfeld fut observée durant la « Guerre Froide » et dans d'autres cas.

Mais d'autres situations assez singulières sont observées comme le cas de la crise du golfe. En effet d'après les définitions étudiées on est tenté de croire que la décision de Saddam Hussein d'envahir le Koweït était due uniquement à sa perception de la menace que représentait le Koweït par sa politique pétrolière jugée ruineuse pour son pays combinée à une attitude arrogante et insistante pour se faire rembourser intégralement des sommes qui lui ont été prêtés durant la guerre contre l'Iran. Ces critères constituent en réalité la partie émergée de l'iceberg. Comme focaliser l'étude analytique de cette crise uniquement sur les objectifs poursuivis par Saddam, ceci équivaut à lui reconnaître une intention préméditée d'annexer le Koweït et que les plans de cette conquête ont jailli de son bureau au moment opportun comme l'avait fait Hitler pour l'invasion de la Russie. Le risque serait grand dans cette optique de préméditation car toute réactivité et synergie de la crise serait condamnée d'avance.

Toutefois avant de parler de la rationalité ou non-rationalité de la décision de Saddam Hussein, voyons d'abord l'originalité de cette crise par rapport à la définition avancée par Becher et Wilkenfeld dans leur ouvrage « ¹⁰A study of crisis ».

⁹ Tel Que citée par Jean-Louis Dufour dans son livre les crises internationales De Pékin (1900) au Kosovo (1999), Editions Complexe, Paris, 1996, 2000 et 2001, ISBN 2-87027-886-1.P18

¹⁰ Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld dans leur ouvrage *A STUDY OF CRISIS*. P3

21) Etude analytique de la crise du Golfe

Cette étude analytique a pour but de démontrer l'originalité de cette crise ainsi que les limites de la définition préconisée par Becher et Wilkenfeld dans une application qui se veut générale. Ainsi une étude comparative des trois facteurs de la définition de la crise s'impose par rapport aux événements critiques de la crise du Golfe. Ces facteurs énoncés auparavant sont : perception de la menace, le temps et son influence sur la capacité réactive du décideur, enfin probabilité imminente d'évolution de la crise vers un conflit armée.

Ceci nous amène inévitablement à poser la question si le Koweït avait à un moment donné représenté pour l'Irak une menace tangible pour ses intérêts vitaux ? En tenant compte des rapports des forces qu'elles étaient les indices et faits qui ont influencés la perception de Saddam ? Outre les faits incriminés à la politique du Koweït envers l'Irak y avait-il une autre explication occulte (volontairement ou non) qui a suscité la perception de menace de Saddam ?

Pour répondre à toutes ces questions, une étude sélective de tous les faits reprochés à la politique du Koweït envers l'Irak s'impose.

a) Une politique pétrolière jugée provocante

Le discours de Saddam Hussein, à la séance à huis clos du sommet arabe extraordinaire, tenu à Bagdad le 30 mai 1990¹¹, condamnait déjà à cette époque la politique pétrolière de certains états arabes et en occurrence le Koweït, jugé comme représentant une provocation, une menace et une trahison: « Depuis 1980 (...) il y a eu de la confusion sur le marché pétrolier. On ne s'en tenait pas aux décisions de l'OPEP.(...) Pour ce qui est de l'Irak (...) notre perte, m'a-t-on dit, s'est élevée à un milliard par an, chaque fois que le prix du baril baissait d'un dollars. (...) Avec la même franchise, fraternité et simplicité, nous affirmons qu'on fait la guerre avec des soldats et qu'on peut faire du mal avec des explosifs, des assassinats et des tentatives de coups d'Etat, mais qu'on la fait aussi parfois avec des moyens économiques.

¹¹ Source : transcription anglaise des écoutes de la BBC, in summary of word Broadcasts, part IV, Middle East /0821, 20 juillet 1990, BBC Monitoring. Tel que cité par Brigitte Stern, dans Guerre du Golfe : le dossier d'une crise internationale 1990-1992 p42.

Ce discours s'adressait à tous les pays du Golfe sans exception (l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unies et le Koweït), et confirme l'idée avancée plus haut sur la parfaite connaissance de Saddam de la situation financière catastrophique de son pays. Le fait de submerger le marché mondial en suivant une politique volontaire de dépassement des cotas fixés par l'OPEP et par conséquence faire chuter les prix du pétrole brut, n'était pas l'apanage du Koweït seul. Cette constatation à elle seule, exclue d'avancer que la politique pétrolière du Koweït était une raison valable pour légitimer aux yeux du raïs irakien, son invasion. Car il serait logique dans cette optique que Saddam annexe dans la foulée pour la même raison les Emirats Arabes Unies et les autres riches émirats de la région, alors qu'il disposait à cette époque largement les moyens de le faire et de s'accaparer de la sorte du potentiel énorme des carbures si important et vital aux intérêts des occidentaux.

Il est aussi important de rappeler que tous ces pays producteurs de pétrole ont au cours du mois de juillet œuvrer au sein de l'OPEP pour ramener le prix du baril à 27\$, ce qui était au-delà des exigences du Raïs. Il est par conséquence permis d'affirmer que la question du pétrole ne peut être assimilée comme étant un événement fondamental dans la perception du Raïs irakien de la menace de la part des koweïtiens et donc justifier à elle seule sa décision d'envahir le Koweït.

b) La question de la dette.

Comme il a été mentionné dans la première partie, la situation financière de l'Irak à la fin de la guerre avec l'Iran était catastrophique. L'effort d'une guerre qui a duré huit ans, combiné aux destructions importantes de certaines villes, de son infrastructure pétrolière, mais surtout de l'énormité de la dette contractée auprès de l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unies et le Koweït. L'endettement du pays atteignait les 100 milliards de dollars. L'insistance du Koweït à obtenir un remboursement rapide et intégral des sommes prêtées à l'Irak environ 15 milliards de dollars, a été jugée par Saddam comme étant un coup de poignard dans le dos, alors qu'il considérait que cet argent était la contribution des Etats arabes frères au prix du sang versés par les soldats irakiens et la population dans leur lutte contre l'intégrisme chiite persan.

Mieux encore cette question de la dette va connaître aussi un dénouement heureux. Certes après l'insistance menaçante de la part de Saddam, le Koweït et l'Arabie Saoudite vont non seulement passer l'éponge sur les sommes prêtées à l'Irak, mais de lui attribuer un nouvel emprunt de 10 milliard de dollars.

Il est par conséquent permis d'affirmer encore que la question de la dette ne peut être assimilée comme étant un événement fondamental dans la perception du Raïs irakien de la menace de la part des koweïtiens et donc justifier à elle seule sa décision d'envahir le Koweït.

c) La question des îles.

Le problème des îles Warbah et Boubiyane, lesquelles commandent l'accès au Chatt al Arab représentaient pour l'Irak des bases stratégiques importantes, lui permettant de sortir de son enclavement et de devenir selon le souhait du Raïs une puissance maritime régionale. Cette question qui a toujours empoisonné les relations entre les deux pays, est en réalité une question relativement ancienne et antérieure à la crise de 1990, et aucun événement d'escalade en la question n'a été enregistré durant la période concernée.

Il est par conséquent permis d'affirmer encore une autre fois que la question des îles ne peut être assimilée comme étant un événement fondamental dans la perception du Raïs irakien de la menace de la part des koweïtiens et donc justifier à elle seule sa décision d'envahir le Koweït.

Il paraît ainsi qu'aucun des faits incriminés aux koweïtiens ou à leur politique ne peut représenter une menace pour les Irakiens et que le rapport de forces entre les deux antagonistes et leurs différents historiques devraient logiquement inciter les koweïtiens plutôt à la prudence et éviter toute forme d'escalade à moins qu'il poursuivait d'autres desseins

22) Définition de la crise une autre approche

Après cette analyse aucun élément de réponse aux questions relatives à la perception de Saddam d'une menace quelconque de la part des Koweïtiens ne paraît convainquant. Ceci nous amène à orienter notre recherche vers une autre direction moins formelle et scientifique, et de chercher une explication en dehors du champ analytique de Brecher et de Wilkenfeld, à savoir l'étude des relations entre les leaders des deux Etats et leurs impacts sur la décision de Saddam d'envahir le Koweït.

Dans cette optique plusieurs suggestions ont été avancées. Certains ont qualifié sa décision d'envahir le Koweït comme étant une décision irrationnelle, d'autres l'ont considéré comme étant une fuite vers l'avant dans le but de faire sortir son pays de la

crise économique désastreuse ou encore qu'il n'a pas pu déceler à temps les fils d'un piège gigantesque qui se refermer sur lui d'une façon inéluctable, que les Américains et leurs alliés ont tissé. Mais il est un fait historique qui n'a pas été retenu par plusieurs historiens et chercheurs en géopolitique et qui est important de le citer, c'est que la tentative irakienne du 2 août 1990 d'envahir le Koweït n'était pas la première en son genre durant la deuxième moitié du siècle dernier et que celle-ci combinée à l'arrogance des décideurs Koweïtiens avait agi comme un détonateur déclenchant une crise qui semblait avant la date fatidique s'orienter vers un apaisement. Ces faits sont les suivants:

- ◆ La nature des relations entre les deux chefs d'Etats en regard de leur passé historique et le refus initial « non diplomatique » des koweïtiens aux demandes irakiennes pourrait constituer à lui seul aux yeux de Saddam Hussein une situation d'escalade et donc une raison valable à elle seule justifiant son acte et ce au mépris de tous les principes et par conséquent violer le sacro-sain principe arabe concernant la non-agression d'un pays arabe un autre.
- ◆ Il est surprenant de constater que l'Irak, depuis sa création, entretient des relations conflictuelles avec la quasi-totalité de ses voisins. La raison profonde tient sans nul doute au caractère artificiel de ses frontières. De fait des contentieux territoriaux existent avec pratiquement tous les pays riverains, qui indépendamment de son régime, l'encerclement et l'isolement de l'Irak fait figure de pays encerclé.
- ◆ La personnalité de Saddam en elle-même à plusieurs égards aurait incité ses partenaires dans la région à être plus vigilants et moins intransigeants. De sa personnalité on pouvait déduire :
 1. Une fascination méfiante devant la chose militaire. Son armée il la voulait puissante mais docile. Il a beau apparaître souvent vêtu d'un uniforme de général, il conservait un complexe d'infériorité envers des officiers supérieurs qui le considéraient, pour la plupart, comme un parvenu. Il lui est durant la guerre Iran Irak de purger massivement des militaires hauts de haut rang
 2. L'étroitesse de la personnalité de l'homme et de sa perception du monde. Il ne parlait que l'arabe et n'avait effectué qu'une seule visite à l'Ouest, durant l'année 1975, en France où il avait négocié l'achat d'une centrale nucléaire. Il ignorait tout des Etats-Unis et ne comprenait pas pourquoi les critiques à l'encontre du Président américain ne tombaient pas sous le coup de lois aussi sévères qu'en Irak.

3. Une référence historique de plus de cinq mille ans à la quelle les dirigeants irakiens se référaient. Ils vivaient immergés dans l'histoire d'un empire disparu dont ils cherchaient à reconstituer la puissance et le rayonnement, combinée au sentiment enraciné que le Koweït fait partie intégrante de l'Irak.
- ◆ L'attitude des koweïtiens envers Saddam qui par leur arrogance n'ont pas vu venir la tempête. Les koweïtiens, gestionnaires avisés, vivaient eux dans le présent, l'œil rivé sur le niveau de leurs investissements colossaux à travers le monde. Ils pensaient que les menaces irakiennes butaient sur une limite évidente : jamais, dans l'histoire moderne de la nation arabe, un pays n'en avait envahi un autre. Il existait cependant une formule qui s'appliquait parfaitement au Koweït et sonnait comme une sentence : « Un monde sans mémoire devient un monde sans avenir ». Mais l'argent rend souvent arrogant et aveugle. Pour n'avoir pas échappé à ce double travers, les dirigeants koweïtiens ont rendu presque inexorable le déroulement d'un drame, dont personne n'avait décelé les signes avant-coureurs, et qui est prêt désormais à basculer dans la guerre et la tragédie.

Ainsi là on a une crise sans perception de menace malgré les apparences des arguments avancés par les uns pour la cadrer dans les formats habituels. La crise du golfe ne peut se définir dans le contexte préconisé par Brecher et Wilkenfeld. Ceci n'est point une exception dans les relations internationales et dans l'histoire récente de l'humanité : Quand Adolf Hitler déclencha la deuxième guerre mondiale, aucune puissance occidentale ne présentait à l'époque une menace envers l'Allemagne.

Certes l'influence des puissances étrangères ont eu comme ce fut souvent le cas en matière de prévention ou de gestion des crises, une influence sur leurs déroulements et sur les décisions des leaders et chefs d'états concernés.

Le rôle des puissances étrangères dans le cas de la crise du Golfe a été pressenti par Saddam avant d'envahir le Koweït comme un facteur neutre si non encourageant pour ses projets. Ce rôle et son influence sur le déroulement de la crise seront étudiés dans la troisième de ce mémoire.

TROISIEME PARTIE

ROLE DES PUISSANCES ETRANGERES DANS LE DEROULEMENT DE LA CRISE

Les pays impliqués à quelque niveau que ce soit dans la crise irakienne ont adopté durant sa première phase une position en fonction de leurs intérêts géostratégiques propres. La variété des objectifs identitaires, religieux, territoriaux et énergétiques accroît la complexité du dossier irakien et éloigne l'espoir d'une quelconque médiation préventive. De plus, les clins d'œil à distance entre l'Administration américaine et Saddam Hussein surtout avant le 2 août 1990 et la détermination de leur réaction après, rajoute une dimension personnelle à la crise, ce qui la complique encore plus. De ce point de vue, l'annexion du Koweït par l'Irak a pu être ressentie par les Etats-Unis comme un défi symptomatique de signification globale qu'il convenait de relever au plus vite : le potentiel militaro-économique de l'Irak devait être détruit.

Dans ce contexte ou le rôle des puissances aurait selon toute logique aller vers une action de médiation préventive avant l'escalade, mais serait là oublier l'importance de l'enjeu énergétique. En effet les pays du Nord, qui souhaitent la faiblesse de l'OPEP, n'ont pas senti ou pris en compte, les effets déstabilisateurs que pouvait provoquer dans le monde arabe l'écroulement des prix du pétrole qu'ils ont induit et qui, dans l'année 1986 par exemple, leur avait permis un transfert de 120 milliards de dollars du Moyen-Orient vers les économies développées ?

1. Les Etats-Unis, une approche pragmatique ?

Dans le choc des stratégies américaine et irakienne, à la fois ennemies et d'une certaine manière complices, se met en place un engrenage irréversible. D'autant que les forces susceptibles de s'interposer ne peuvent ou ne veulent le faire. La crise économique et sociale accroît la dépendance de l'URSS à l'égard de l'aide occidentale, au point d'interdire au Kremlin toute opposition franche à la politique américaine : de fait, malgré ses débats internes et ses réserves, Moscou s'en tiendra toujours à l'accord conclu par George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à Helsinki le 9 septembre 1990, tout en faisant le maximum pour ramener Saddam Hussein à la raison et lui éviter le pire. Mais ce dernier semblait ne pas comprendre la portée de la nouvelle politique moyen-orientale de l'URSS et cru - à tort - que les Soviétiques l'aideraient. Peut-être mise-t-il sur une neutralité bienveillante des États-Unis qui, il est vrai, ne lui ont pas ménagé leur soutien depuis 1982. Pour Pékin, l'occasion est trop belle de faire oublier la répression de Tien Anmen et reprendre ses

relations avec l'Occident : le ministre chinois des Affaires étrangères se réfugiera donc dans l'abstention pour ne pas bloquer, ni même gêner, l'opération des États-Unis. Quant à l'Europe, pourtant concernée au premier chef en tant que voisin immédiat du monde arabe, elle va faire - une nouvelle fois - la preuve de son inexistence dès lors que la politique américaine est en cause : tiraillée entre une Grande-Bretagne jusqu'au-boutiste et une Allemagne repliée sur son unification, elle se montrera incapable de définir une politique commune et d'animer la médiation nécessaire. Et ce n'est pas la France qui contribuera à l'arracher à cette impasse, étant elle-même prise en étau entre sa volonté de ménager une issue pacifique et sa détermination à se comporter en allié fidèle de l'Amérique.

Ainsi, très vite, se mettent en place les conditions de l'escalade, George Bush comme Saddam Hussein – du moins jusqu'à ce qu'il se découvre perdu n'envisageant pas la moindre concession pouvant, aux yeux de l'opinion, passer pour une capitulation, incompatible donc avec le leadership auquel ils aspirent.

11) Diplomatie innocente ou stratégie de guerre

La diplomatie américaine dès le début de la crise semblait être à plusieurs égards innocente du moins désintéressée des problèmes internes arabo-arabes alors qu'ils disposaient entre leurs mains à cette époque les preuves intentionnelles du délit irakien. Innocence ou diplomatie d'intérêt, les Américains vont avant même la fameuse rencontre entre Saddam et l'ambassadrice April Glaspie, encourager la politique irakienne en lui assurant leur neutralité dans cette affaire.

Ainsi dès le 1 février 1990 le président irakien a reçu à Bagdad le sous – secrétaire d'Etat chargé du Moyen-Orient John Kelly. L'entrevue était une première en soit. Le ministre, au cours d'échanges cordiaux, dit à son hôte¹² « Vous êtes une force de modération dans la région et les Etats – Unis souhaitent élargir leurs relations avec l'Irak ». John Kelly venait de formuler là le premier d'une série de messages ambigus et contradictoires, lourds de conséquences. Cette diplomatie bienveillante américaine va continuer son chemin même après le fameux discours du leader irakien du 2 avril 1990 ou il évoquait les résultats obtenus par des chercheurs irakiens qui venaient de mettre au point de nouvelles armes chimiques, il ajouta :¹³ « Par Dieu, si Israël tente quoi que ce soit contre l'Irak, nous ferons en sorte que le feu ravage la moitié de ce

¹² Guerre du Golfe : le dossier secret par Pierre Salinger et Eric Laurent :p 11

¹³ Guerre du Golfe : le dossier secret par Pierre Salinger et Eric Laurent p33

pays... Ceux qui nous menacent par la bombe atomique, nous les extermineront par l'arme chimique. » En effet le 12 avril, soit dix jours après son discours, un groupe de cinq sénateurs américains arriva en visite officielle à Bagdad. Les entretiens ont été assez cordiaux bien que la question de la volonté irakienne de se doter d'armes chimiques et biologiques a été évoqué dans le sens d'un conseil venant de la part d'un ami. D'ailleurs le sénateur Robert Dole affirmera au cours de cette réunion à Saddam ¹⁴ : « Laissez moi vous préciser que douze heures auparavant, le Président Bush me déclarait qu'il recherchait de meilleures relations... avec l'Irak.

Encore le 25 juillet 1990 l'ambassadrice April Glaspie lui répétera: " Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits interarabes, comme votre différend frontalier avec le Koweït. " Feu vert, croit Saddam Hussein. Quand il comprend son erreur, il est trop tard : l'invasion du Koweït sert trop la stratégie des États-Unis pour qu'ils laissent passer l'occasion. Car le leadership que les États-Unis entendent réaffirmer est, lui, mondial. Si la grande tendance des années 90, c'est l'écroulement du communisme, une autre se confirme : le déclin relatif de l'Amérique face à la montée en puissance du Japon et de l'Europe. Or, le golfe Arabo-Persique constitue un lieu idéal pour manifester et renforcer la prédominance américaine. Enjeu énergétique : 65 % des réserves de pétrole de la planète se trouvent concentrées dans le Golfe, qui sera de surcroît la seule grande zone de production dans vingt à trente ans, alors même que les hydrocarbures demeureront, selon la plupart des experts, la première source d'énergie. Enjeu économique : le marché arabe offre d'immenses débouchés à l'économie américaine, de même que les pétrodollars lui apportent de volumineux ballons d'oxygène. Enjeu politico-militaire : les États-Unis ont toujours rêvé de rassembler dans un consensus stratégique les régimes arabes modérés et si possible - Israël dans une sorte d'OTAN du Moyen-Orient, laquelle a des chances de prendre enfin corps en réaction à l'agression irakienne.

2. LA RUSSIE.

Trois principaux facteurs incitent Moscou à s'opposer à la politique américaine et à prôner une autre politique à l'égard de l'Irak :

- ◆ L'énorme dette irakienne vis à vis de la Russie qui n'a aucun espoir de la récupérer tant que des sanctions draconiennes seront en vigueur contre ce débiteur;
- ◆ Les intérêts des groupes pétroliers russes et des autres industries qui étaient très actives en Irak avant l'invasion du Koweït et la mise en place des sanctions;

¹⁴ Guerre du Golfe : le dossier secret par Pierre Salinger et Eric Laurent p39

- ◆ .le sentiment général de la Douma mais aussi de l'extérieur tant dans les rangs du parti communiste que dans ceux de l'extrême droite et qui appellent à l'abandon du régime sévère imposé à l'Irak.

Moscou cherche aujourd'hui à revenir dans ses zones d'influence traditionnelles, notamment les pays arabes «progressistes», comme la Syrie et l'Irak. Bagdad et Damas pourraient se retrouver dans une sorte de configuration pro-russe qui inclurait également Téhéran. Une telle alliance contrerait l'axe turco-israélien encouragé et soutenu par Washington. Si en 1991 le Kremlin s'est aligné sur la position des alliés, espérant ainsi s'intégrer à l'Occident, sa politique est aujourd'hui toute autre et claire : s'opposer aux frappes militaires américaines.

3 LA GRANDE BRETAGNE

Depuis le début de la crise dans le Golfe, la Grande Bretagne s'est trouvée en phase avec la politique américaine, position que l'on peut expliquer par trois facteurs :

- ◆ L'attachement que manifeste Londres à la souveraineté du Koweït, pays à qui elle a accordé l'indépendance en 1961 ; une certaine nostalgie de l'époque où elle occupait la position dominante dans le Golfe que lui a ravie sa cousine américaine dans les années 1970 ;
- ◆ La présence de la plupart des factions de l'opposition irakienne à Londres, où elles jouissent d'un soutien ferme de la part du gouvernement britannique, amorcé par Margaret Thatcher puis relayé par John Major ;
- ◆ Les convergences d'intérêts économiques dans le Golfe avec les Américains notamment dans le domaine pétrolier et aussi de l'armement, la Grande- Bretagne privilégiant souvent la coopération transatlantique dans ces secteurs stratégiques, au détriment, par ailleurs, d'alliances européennes.

4. LA CHINE

La Chine adopte une attitude – bien évidemment intéressée- visant à contrer quasi systématiquement la position américaine afin de développer son influence dans cette région du monde en s'érigant comme le défenseur des pays tiers-mondistes opprimés par les super puissances. En revanche, il est difficile de dégager de véritable politique extérieure chinoise précise quant à la crise irakienne.

5. LA FRANCE

La France a de réels intérêts en Irak au premier rang desquels on trouve ceux d'ordre économique. La fermeture du marché irakien a lourdement pénalisé les entreprises françaises qui ont longtemps profité des largesses de ce marché. En outre, l'ensemble de l'industrie pétrolière française est attirée par les opportunités qui se présentent dans ce secteur. Aujourd'hui, la France se situe à la première place des échanges commerciaux avec l'Irak, avec une part de marché estimée à 16%, juste devant la Russie et la Chine ! Mais la position française n'est pas simplement dictée par des considérations opportunistes et mercantiles. En effet, la tradition française laïque et républicaine suscite une sympathie pour l'Irak même s'il est soumis à un régime dictatorial bien éloigné des préceptes énoncés ci dessus. Cela explique pourquoi la France cherche sa voie entre la solidarité avec son allié américain et l'expression de ses propres intérêts et aspirations ; elle opte pour une position dite équilibrée tachant de concilier ses rapports envers son allié américain et sa propre interprétation de la situation dans la droite ligne de sa politique arabe.

6) Rôle des pays arabes et limitrophes

Un rapide tour d'horizon des voisins de l'Irak permet de constater que, de la Syrie à l'Arabie Saoudite, en passant par la Turquie, l'Iran et le Koweït, tous ont des griefs contre Bagdad. A l'exception de l'Iran tous ces pays ont pris part à l'opération « Tempête du Désert » ou l'ont soutenue, ce qui en soit suffirait à nourrir le contentieux, mais chacun d'eux avait avant l'invasion du Koweït, d'autres motifs de discorde avec l'Irak.

- La Syrie, ennemi traditionnel, n'a jamais accepté l'annexion de la région de Mossoul. Elle a toujours considérée que cette région devait lui revenir parce que la région des ports syriens constitue le débouché naturel du vilayet de Mossoul. Damas, berceau du parti Baas, accuse par ailleurs Bagdad de s'être éloignée de la doctrine des origines. Enfin, la Syrie et l'Iran cultivent une amitié traditionnelle destinée à contenir l'Irak.

- La Turquie est une ancienne puissance coloniale. A ce titre elle a des prétentions sur certains intérêts irakiens. Elle n'a jamais accepté la cession imposée par les anglais du vilayet de Mossoul, en 1924, et considère que cette région devra lui revenir un jour. La présence de turcophones et de richesses pétrolières dans cette région est d'ailleurs de nature à alimenter ces velléités. Mais la principale source de tensions demeure l'implication de la Turquie dans la question du Kurdistan. Ankara instrumentalise depuis longtemps en

effet les différentes factions kurdes du nord de l'Irak à fin de peser de tout son poids sur cette région, mais aussi à des fins de politique intérieure, la Turquie étant également confrontée au problème de la minorité kurde sur son territoire. Enfin, le rapprochement entre Ankara et Israël sur le plan militaire augmente encore la menace aux yeux de Bagdad.

- L'Iran, ennemi héréditaire, que fondaient déjà les menaces sur la Mésopotamie, pendant l'antiquité. Plus récemment, la guerre de 1980 à 1988 vient nous rappeler le lourd contentieux entre les deux pays. Le litige essentiel porte sur la question du Khouzistan, prolongement oriental de la Mésopotamie, faisant partie de l'Iran depuis sa reconquête par Mohammed Reza Shah mais peuplée d'arabes et que Bagdad revendique
- L'Arabie Saoudite enfin s'oppose à l'Irak depuis longtemps. Cette opposition est à la fois religieuse et politique. Le régime saoudien repose sur le wahhabisme, mouvement réformateur musulman puritain du XVIII^e siècle. Aussi, dès le début du XIX^e siècle, les saoudiens ont-ils cherché à annexer le sud de l'Irak, en procédant à la conquête des villes saintes chiites et en y détruisant les principaux monuments. Plus récemment, dans la première moitié du siècle, la lutte politique entre Hachémites du Hedjaz et Saoudiens du Nedj pour le contrôle de la péninsule s'est traduite par la victoire des saoudiens. Aujourd'hui, les saoudiens craignent l'expansionnisme irakien et Bagdad perçoit l'Arabie Saoudite comme un régime conservateur réactionnaire, inféodé aux américains dont ils serviraient les desseins impérialistes.

CONCLUSION

La crise du Golfe reste par rapport à la définition avancée par Brecher et Wilkenfeld une crise atypique, si on limite l'étude analytique des crises au seul critère de perception de la menace. En effet dans cette optique plusieurs crises à l'échelle mondiale en seront exclues. Comme il a été démontré, la deuxième guerre mondiale et tant d'autres crises majeures seraient considérées aussi comme atypique. Toute l'histoire humaine a été jalonnée par des crises et guerres aussi analogue à celle de la crise du Golfe. Ainsi les crises relevant de l'époque coloniales ou celles dues à l'expansion hégémonique des puissances seront aussi exclues de la définition de Brecher et Wilkenfeld.

La nature des sciences sociales interdit toute généralisation même si la rigueur de leur démarche est aujourd'hui reconnue. Le risque d'amalgame et d'incompréhension serait aussi grand et peut être commode pour certains.

Le semi-enclavement de l'Irak sur la façade du golfe Persique et la possession par le Koweït d'immenses richesses pétrolières suffiraient à expliquer la volonté de Bagdad de contrôler le sud-ouest mésopotamien. A cela il faut rajouter des arguments historiques, le Koweït ayant été occupé puis créé artificiellement par la Grande-Bretagne, laquelle entendait par là contrôler à la fois la Mésopotamie et le golfe Persique. Le retour du Koweït à la « mère patrie » n'a cessé depuis d'être réclamé par Bagdad.

Le conflit qui a précédé l'invasion, comme souvent entre États voisins une histoire de frontières et de recherche de débouché sur la mer, est devenue guerre en raison des violations continues des décisions de l'OPEP pratiquées par l'émir Al Sabah et qui aboutissaient à une chute du prix du pétrole. Enfin et surtout, si l'on considère qu'un des enjeux déterminants de la guerre a été le contrôle des ressources énergétiques, c'est-à-dire la question du pouvoir de l'Occident sur les ressources naturelles du tiers monde, alors le paramètre Nord-Sud peut être (ré)utilisé de manière pertinente pour ce conflit. Dans une situation où, depuis 1980, le revenu moyen par tête dans le monde arabe a diminué de 20 %, faut-il s'étonner si l'étouffement économique par la chute des revenus pétroliers - et l'Irak était au bord de l'effondrement - n'était pas considéré par les victimes comme moins grave que l'étouffement militaire ?

BIBLIOGRAPHIE

- ◆ **Guerre du Golfe : le dossier d'une crise internationale 1990-1992 (collection retour aux textes**
- ◆ **A study of CRISIS par Michael Brecher and Jonathan Wilkenfeld**
- ◆ **Guerre du Golfe : le dossier secret par Pierre Salinger et Eric Laurent**